

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N° 4460 - Jeudi 14 Septembre 2023 - Prix : 200 Fc

ELECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2024 :

Le premier tour fixé au 14 janvier prochain



AÉROPORT DE HAHAYA :

**9 kilos de résine de cannabis
dans des bagages**

LIRE PAGE 3

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

28 Swafar 1445

**Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Septembre 2023**

Lever du soleil:

06h 07mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fajr : 04h 51mn

Dhouhr : 12h 07mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib: 18h 06mn

Incha: 19h 20mn



LUTTE CONTRE LE DIABÈTE GESTATIONNEL

Sur 609 femmes enceintes dépistées à Mohéli, 49 sont hyper glycémiées

Lors de la campagne de sensibilisation et de dépistage du diabète chez la femme enceinte, lancée le mois dernier à Fomboni, 609 femmes ont pu être dépistées. 49 d'entre elles sont hyper glycémiées. La responsable des maladies non transmissibles à Mohéli appelle donc les femmes enceintes à se faire consulter régulièrement pour leur bien-être ainsi que celui de l'enfant.

Le ministère de la santé à travers le projet COMPASS vient de lancer le mois dernier une campagne de sensibilisation et de dépistage pour prévenir le diabète chez la femme enceinte.

L'objectif est de protéger ces femmes contre les complications liées au diabète gestationnel. À Mohéli 850 femmes au total étaient appelées à se faire dépister dans différentes localités de l'île. Selon la responsable chargée des maladies non transmissibles, 609 femmes ont répondu à l'appel. Des résultats jugés très encourageant puisqu'ils ont touché le maximum possible de la population ciblée. 49 d'entre elles ont une hyperglycémie, c'est-à-dire leur taux de sucre dans le sang dépasse largement le 0,92g/l.

Ces femmes, selon Andjilati Abdou Ousseni, le point focal des maladies non transmissibles à la direction régionale de la santé,



seront prises en charge gratuitement. L'importance de cette campagne était de connaître d'abord l'ampleur de cette maladie à Mohéli et voir

avec le temps un système permettant de mettre en place un moyen de suivi afin de protéger les femmes enceintes.

Andjilati Abdou Ousseni appelle donc les femmes enceintes qui n'ont pas eu la chance de se dépister de se présenter dans les structures de santé les plus proches pour éviter les complications qui peuvent survenir au cours de leur grossesse. Et parmi ces complications, selon cette responsable, il faut citer les enfants prématurés, les césariennes, une mortalité périnatale ou même une détresse respiratoire, la malformation cardiaque pour ne citer que ceux-là. Il est donc conseillé aux femmes enceintes de consommer des légumes, de limiter les graisses de viande, de fromage pour le bien-être de leur santé.

Riwad

PROCESSUS ÉLECTORAL

Une concertation avec les partenaires internationaux

Une réunion de concertation entre les partenaires internationaux et les ministres de l'intérieur, des affaires étrangères, ainsi que le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a eu lieu mardi 12 septembre dernier. Il était question d'informer les partenaires au développement sur l'évolution des travaux préparatoires des élections présidentielles et des gouverneurs de janvier 2024.

Quatre mois des élections, le ministre de l'intérieur en charge des élections Fakridine Mahamoud et le ministre des affaires étrangères Dhoiher Dhoulkamal en présence du président de la CENI Said Idrissa, ont tenu une rencontre avec les partenaires au développement. La réunion portait sur l'évolution des travaux préparatoires de l'élection présidentielle dont le premier tour est prévu au mois

de janvier 2024. « Les discussions portaient sur les travaux préparatoires des élections. Bien évidemment, il y a eu la mise en place de la CENI et du cadre permanent de concertation, d'échange et de suivi avec la mobilisation des acteurs politiques et la société civile. Cet organe regroupe toutes les forces vives du pays (gouvernement, majorité, opposition, société civile, CNPA et la CENI). Il y a eu aussi la révision ou la mise à jour des listes électorales. Une révision exceptionnelle du fichier électoral réussi comparativement aux trois dernières de (2015, 2018 et 2019) », avance le ministre en charge des élections, Fakridine Mahamoud.

Ce dernier a parlé aussi de la mobilisation des partenaires multi et bilatéraux comme l'ONU, l'OIF et l'UA, qui vont dépêcher des missions d'évaluation pour les besoins électoraux. « La Chine a promis l'envoi d'un don d'importants d'équipements et

matériels, et les USA ont annoncé un apport de 600 000 dollars par l'intermédiaire du PNUD », annonce-t-il. Et d'ajouter : « Nous avons organisé cette réunion afin de montrer à nos partenaires ce qui a été fait, mais également demander leur accompagnement. De notre côté, nous ne ménageons aucun effort pour tenir des élections transparentes, inclusives et démocratiques. Cela demande beaucoup d'accompagnement financier et matériel. D'où l'importance de cette rencontre ».

Le coordinateur du Système des Nations Unies aux Comores, François Balingaya a salué cette initiative du gouvernement. « La rencontre était très riche, car nous avons entendu les besoins de la CENI. Cette commission a été mise en place, il y a seulement 4 mois. Mais, les résultats enregistrés jusqu'à maintenant sont très impressionnants. Très impressionnants dans la

mesure où on parle de 30000 électeurs enregistrés en l'espace de 3 mois, c'est énorme. C'est un travail très encourageant. Nous félicitons la CENI et demandons de continuer dans ce sens, pour des élections libres, transparentes et dans un climat apaisé », déclare-t-il. Lors de

cette réunion, la CENI a montré que 75% du matériel doit être importé de l'extérieur. Une demande qui inquiète les partenaires à 4 mois des élections. « Effectivement 75% du matériel électoral doivent être importés. Et nous sommes à 4 mois du premier tour de l'élection. Pour nous en

tant que partenaire technique et financier, c'est très inquiétant. Nous encourageons tout le monde à accompagner la Ceni pour l'achat de ces matériels pour que ce processus électoral soit au rendez-vous pour le bien du pays », demande-t-il.

Nassuf Ben Amad





Le 12/09/2023

ACAM
Bureau Exécutif
Moroni, Union des Comores

Communiqué

Nous, comoriens anciens résidents du Maroc, sommes profondément attristés par le terrible séisme qui a frappé la région d'Al Haouz au Maroc, causant de nombreuses victimes et de nombreux blessés.

Nous prions ALLAH, le Clément et Miséricordieux d'accorder sa miséricorde à ceux qui ont perdu la vie lors du séisme, et transmettons nos sincères condoléances à sa Majesté le Roi MOHAMMED VI et au peuple frère du Maroc.

Dans cette douloureuse épreuve que traverse en ce moment le peuple frère du Royaume du Maroc, nos cœurs sont marocains. Nous ressentons et partageons sa douleur et sa souffrance. Nous sommes tous marocains.

Le Royaume du Maroc nous accueille et nous forme depuis plusieurs décennies. Chacun de nous porte au plus profond de lui-même, une part de Maroc. Nous sommes les marocains des Comores.

Nous implorons ALLAH le Tout Puissant, de guider sa Majesté le Roi MOHAMMED VI, d'accorder la guérison aux milliers de blessés et d'apaiser nos souffrances.



Le compte à rebours est lancé. Lors du compte rendu du conseil des ministres de ce mercredi 13 septembre, le porte-parole du gouvernement a annoncé que le premier tour de l'élection présidentielle est fixé au 14 janvier prochain.

Au menu du conseil de ministres d'hier mercredi 13 septembre, a été discuté le calendrier de l'élection présidentielle de 2024 et des gouverneurs des îles de 2025. Le porte-parole du gouvernement Houmed Masaidie a annoncé que le chef de l'État devra signer d'ici le 22 septembre prochain le décret convoquant le collège électoral. « Ce décret annoncera que le premier tour de l'élection du président de l'Union est fixé au 14 janvier prochain, et que le 2ème tour s'il y'a lieu, sera fixé au 25 février 2025 », précise-t-il. Et de poursuivre : « La campagne électorale sera ouverte à minuit le 16 décembre 2023 avant de

ELECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2024 :

Le premier tour fixé au 14 janvier prochain

prendre fin 12 janvier à minuit. Et pour le 2ème tour, s'il y'a lieu, la campagne sera ouverte le 31 janvier et close le 23 février 2023.

Pour rappel, une rencontre a eu lieu au ministère des affaires étrangères, présidée par le ministre des affaires étrangères, Dhoiher Dhoulkamal, et le ministre de l'intérieur chargé des élections, Mahamoud Fakridine. L'objectif était d'informer la communauté internationale notamment les ambassadeurs et les organisations internationales accrédités aux Comores, de l'évolution du processus électoral. Il a été cité notamment le recensement de plus de 31 000 nouveaux électeurs et l'affichage des listes électorales dans les bureaux de vote. Mais, surtout la demande d'un accompagnement

technique et financier des partenaires extérieurs.

Interrogé sur la sortie médiatique du chef de l'opposition, Mohamed Ali Soilih alias Mamadou, mardi soir depuis Paris où il s'est exilé, appelant au boycott des élections, le porte-parole du gouvernement, qui fut non moins son vice-président à la présidentielle de 2016, lui a sèchement répondu. « On verra ceux qui vont l'écouter et ceux qui ne seront pas de son avis. Ce que je sais, l'opposition est divisée. Une partie dont leur ancien porte-parole du Front commun Ibrahim Abdourazak alias Razida appelle comme son frère Mzimaba, d'aller aux élections », rétorque le ministre de l'agriculture.

Ibnou M. Abdou



AÉROPORT DE HAHAYA :

9 kilos de résine de cannabis dans des bagages

La douane a mis la main sur des plaquettes contents 9 kilos de résine de cannabis. La personne arrêtée avec les bagages en question ne serait qu'un intermédiaire chargé d'aller les récupérer selon

les premiers éléments de l'enquête.

La douane de l'aéroport de Hahaya a mis la main sur 9 kilos 800 de drogue du type

shit à base de résine de cannabis, soit 99 sachets d'une valeur de plus de 25 millions de nos francs. Le suspect est aux mains à la gendarmerie de Moroni où l'enquête suit son cours. Un colis suspect a été

harponné avec 9 kilos 800 de drogue du type shit à base de résine de cannabis. D'après le chef de la brigade de douane de l'aéroport international Moroni Prince Said Ibrahim, il s'agit d'un colis en provenance de Marseille, via le vol Ethiopien-Airlines du mardi 12 septembre.

Le colis en question a trainé sur le carrousel à bagages pendant un moment avant que quelqu'un ne se manifeste. Rien que ce laps de temps, ça a éveillé la curiosité des douaniers qui ont demandé de l'ouvrir et vérifier, alors que selon une règle non écrite les bagages en provenance de France sont exemptés de fouille. Pendant la fouille, les agents de la douane ont retrouvé des boîtes de lait en poudre. Chose étrange, elles ont toutes déjà été ouvertes. « Nous avons retrouvé 99 sachets de shit, dont la valeur est

estimée à plus de 25 millions de nos francs », fait savoir Abdoulghafour Abdallah, le chef de la brigade de douane.

Le suspect en question ne serait ni passager du vol ni propriétaire du colis. Il s'agirait selon les premiers éléments de l'enquête d'une personne chargée de récupérer le bagage, les tickets bagages avec lui. « Nous l'avons dirigé au poste de contrôle de bagages pour vérification. Ensuite nous l'avons remis à la gendarmerie pour la suite de l'enquête », poursuit le douanier selon qui, le colis a été confié à un passager à Marseille pour Moroni. Accepter de voyager en son nom avec des bagages d'un inconnu est une fâcheuse habitude chez la communauté comorienne de France.

Andjouza Abouheir



ÉLECTIONS :

La Cour suprême sauve le siège du directeur régional des élections

Une chambre de la Cour suprême a déclaré « irrecevable » le recours d'un ancien de la CENI, Latuf Abdou, demandant l'annulation d'un arrêté ministériel portant nomination d'un directeur régional des élections. Un poste qui n'est pas prévu dans l'organigramme selon le requérant. Selon la Cour, il n'a pas apporté la preuve d'un quelconque préjudice causé par ledit acte de nomination, justifiant ainsi son intérêt à agir.

Samedi 9 septembre dernier, la Cour suprême a déclaré « irrecevable » la requête de Latuf Abdou, un ancien membre de la Commission électorale. Ce dernier avait introduit une requête auprès de

la Haute juridiction pour faire annuler l'arrêté du ministre de l'intérieur portant nomination de monsieur Mahamoud Mchangama en qualité de directeur régional des élections dans l'île autonome de Ngazidja. Sans surprise, la Cour a suivi le réquisitoire du parquet général qui avait requis, une semaine auparavant, l'irrecevabilité pour défaut d'intérêt. Dans sa décision, la Cour reproche également au requérant de n'avoir pas saisi au préalable le ministre de tutelle.

« Je suis pris de haut. Je suis déçu et en colère », fulmine Latuf Abdou peu après le délibéré. « Je m'attendais à tout sauf à ça », enchaine celui qui persiste et signe qu'il jouit de tous les droit « en tant

que citoyen, électeur et éligible » à saisir la Cour. Le requérant a tenu à rappeler que la loi électorale en ses articles 84, 85, 86 et 89 fixe les services rattachés au ministère de l'intérieur sont la direction générale des élections (DGE), la direction des

études et opérations électorales (DEOE) et le centre national de traitement des données électorales (CNTDE). La direction régionale, elle, ne figure pas dans l'organigramme.

Andjouza Abouheir



La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Maoulida Mabé
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
 A Bardraoui
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

AGRICULTURE

Le PIDC a remis des matériels roulants à 7 centres agricoles

Hier mercredi 13 septembre, s'est déroulé une cérémonie de remise de matériels roulants destinés au sept Centres Ruraux de Développement Economique (CRDE) bénéficiaires du projet. Il s'agit des CRDE de Cembenoi, Maweni-Boudé, Diboini, Simboussa, Ouani, M'rèmani et Fomboni.

Le Projet intégré de développement des chaînes de valeurs et de la compétitivité (PIDC) a inscrit dans ses activités relatives au développement des chaînes de valeurs agricoles, la réhabilitation et l'opérationnalisation des 7 CRDE. Cette réhabilitation comprend des bâtiments administratifs, des étables, des chèvreries, des magasins de stockage, des poulaillers et des citernes. Cette cérémonie de remise des matériels était présidée par le ministre de l'agriculture, M. Houmed Msaidi. Il s'agissait d'un lot composé de quatorze moto-bennes et de 7 motos tout terrain. *

La cérémonie de remise de ce premier lot a été organisée au

Ministère en charge de l'Agriculture et au Siège du projet, en présence notamment, du Secrétaire général du ministère, du Directeur national des stratégies agricoles et de l'élevage, du personnel de la direction de l'Agriculture, des Directeurs régionaux de l'agriculture de Mohéli et Anjouan, des Directeurs des CRDE, des Agriculteurs et éleveurs, de l'Unité de Gestion du projet PIDC.

Le ministre a rappelé que d'autres équipements et outils pour l'opérationnalisation des CRDE sont en cours d'acquisition. Il s'agit de 07 tracteurs, 14 motoculteurs, 07 Camions bennes, 07 véhicules PICK UP et 1260 Outils agricoles pour un montant global de plus de quatre cent millions de francs comoriens. Il a rappelé les efforts du gouvernement pour outiller ces CRDE et cela dans l'attente de la finition des travaux engagés pour réhabiliter les bâtiments administratifs, des magasins de stockage, des poulaillers, des étables, des chevriers, des citernes, devant leur faciliter le travail qu'ils mènent dans différentes localités. Il a souhaité que ces aides s'accompagnent de réduction des produits des-



tinés au grand public.

Le ministre a présenté ses remerciements aux participants. Il a ensuite ajouté que « la réhabilitation et l'opérationnalisation des CRDE marque un tournant important dans la mise en œuvre de la politique du développement rural en matière de développement durable et d'emploi. Il a précisé aussi que la réhabilitation de ces CRDE revêt d'une

importance particulière dans la mesure où ils vont permettre l'amélioration et l'augmentation de la production agricole. Il s'agit d'un accompagnement de taille et d'un défi majeur pour la lutte contre le chômage des jeunes ».

Les directeurs des CRDE de Simboussa et de Diboini ont pris la parole pour saluer les efforts du gouvernement dans le soutien au secteur

agricole plus particulièrement dans les structures dont ils ont la charge. Le Gouvernement a initié le PIDC, avec l'appui financier de la Banque Mondiale à hauteur de 25 millions de dollars, dans l'objectif de réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de notre pays.

Mmagaza



Ministère de l'Agriculture,
de la Pêche,
de l'Environnement,
du Tourisme
et de l'Artisanat

PRODUCTIVITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES FAMILIALES ET RESILIENCE



Don FIDA N° 2000001863 et Prêt FIDA N° 2000001864
Don ASAP N° 2000001862
1er Prêt FIDA additionnel N° 2000003603 et 1er Don FIDA additionnel N° 2000003604
Don RPSF N° 2000003636 et Don RPSF additionnel N° 2000003969
2ème Prêt FIDA additionnel N° 2000004128 et 2ème Don FIDA additionnel N° 2000004126

UNITE NATIONALE DE COORDINATION ET DE GESTION DU PROJET (UNCGP)



Programme
d'Adaptation
de l'Agriculture
Paysanne (ASAP)

AMI Recrutement d'un bureau d'étude pour la réalisation de l'enquête de rendement agricole

Date de Publication: 05/09/2023

N/Réf.: AMI N°23-005/MAPETA/PREFER

L'Union des Comores a obtenu du FIDA un financement destiné au Projet PREFER de 17,753 millions USD. Le Projet envisage d'en faire partiellement usage pour le «Recrutement d'un bureau d'étude pour la réalisation de l'enquête de rendement agricole du Projet».

1. Durée de la mission: 60 jours maximum incluant le temps des déplacements dans les zones d'intervention du projet ainsi que les activités de préparation et d'analyse, de la documentation, de préparation des enquêtes de terrain, des interviews et la collecte des informations, analyse des données et rédaction du rapport.

2. Qualifications requises

Le bureau d'étude doit avoir les qualifications suivantes:
- Ayant déjà réalisé au moins 2 études d'évaluation à mi-parcours ou final similaires dans un projet de développement rural
- Avoir plus de 10 ans d'expérience pratique pertinente dans les domaines agro sylvopastoral, socio-économique, changement climatique et sécurité alimentaire
- Ayant des expériences prouvées avec les projets financés par les bailleurs multilatéraux et/ou bilatéraux, notamment le FIDA
- Les connaissances portant sur les aspects

environnementaux et du changement climatique seront un atout.

Le minimum de personnel clé:

- Un expert en développement rural, chef de mission:

- * Ayant au moins une formation Bac+5
- * Ayant au moins 5 années d'expériences en conduite d'analyse et interprétation des données socio-économiques dans le cadre d'une étude ou évaluation d'un projet de développement rural
- * Expériences prouvées d'études similaires dans des Projets de développement rural (BM, UE et surtout FIDA)

- Un expert agronome:

- * Ayant au moins une formation Bac+5 en agronomie
- * Ayant participé au moins 2 fois en tant qu'expert agronome dans une étude ou évaluation d'un projet de développement rural

- Un expert en environnement et changement climatique:

- * Ayant au moins une formation Bac+5 en environnement ou autres domaines connexes
- * Ayant participé au moins 2 fois en tant qu'expert en environnement et changement

climatique dans une étude ou évaluation d'un projet de développement rural

- Un expert socio-organisateur:

- * Ayant au moins une formation Bac+5
- * Ayant des expertises dans le domaine des Organisations paysannes et ingénierie sociale

- Un statisticien:

- * Ayant au moins une formation Bac+5 en statistique
- * Ayant réalisé des traitements de données statistiques et gestion de bases de données
- * Ayant participé au moins 2 fois en tant que statisticien dans une étude ou évaluation d'un projet de développement rural

3. Composition du dossier

- Une lettre de manifestation signée et adressée au Coordonnateur National
- Une brochure contenant une présentation du cabinet et les missions réalisées
- Copies des attestations des missions effectuées
- Curriculum Vitae du personnel clé et leurs pièces d'identité
- Une copie du registre de commerce et/ou du récépissé

4. Lieu de la mission

La mission se déroulera dans les zones d'intervention du Projet PREFER (Ngazidja, Anjouan et Mohéli).

5. Procédures de dépôt et de recrutement

L'AMI doit être rédigé en français et déposé par courrier physique sous-pli fermé ou par email aux adresses mentionnées ci-dessous **au plus tard le 19/09/2023 à 11h00min (heure local).**

Les courriers sont adressés au Coordonnateur National en précisant: « **Appel à Manifestation d'Intérêt pour le recrutement d'un bureau d'étude pour la réalisation de l'enquête de rendement agricole** » à l'adresse suivante: **Projet PREFER, MAPETA, ex-CEFADER M'dé Bambao**

À l'attention de: **Monsieur Ali Mohamed Nobataine, Coordonnateur National**

Courriel: nobataine@prefer.km
Copies: nobataine06@yahoo.fr, elanzize@prefer.km et spmprefer@gmail.com

a) Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance de l'AMI et des TDR sur demande aux emails mentionnés ci-dessus.

b) La méthode de Sélection est «Consultant individuel (SCI)»

COMMISSION D'ÉTHIQUE

Steal Nouvel, suspendu 3 ans pour falsification

C'est l'affaire qui secoue le monde du football comorien. L'équipe vice-championne des Comores, Steal Nouvel de Sima vient d'être suspendu trois années en première instance par la Commission Nationale d'Éthique (CNE) du football comorien. C'est par le PV 00-11 du 30-08-2023 que l'affaire a été rendue publique.

Saisie par le club de Mrango de Kavani qui a porté plainte contre le Club Steal Nouvel de Sima accusé d'avoir falsifié la signature de MADI Andhuim pour obtenir sa mutation. Le club de Kavani a saisi donc la CNE par lettre le 22 août. Le lendemain, ladite lettre est parvenue au secrétariat de la FFC qui l'a transmise à son tour à la CNE qui s'est tout de suite saisie de l'affaire en ouvrant une enquête qui a abouti à des interrogatoires des personnes concernées dans ce dossier. Dans la lettre, Mrango précise que c'est la deuxième fois après la saison dernière que Steal tente cette manipulation auprès de

ce même joueur qui dit avoir repoussé les avances du club. « Comme je n'ai rien signé et je n'ai jamais donné ma carte d'identité à qui que ce soit », lit-on dans le procès-verbal de la CNE concernant l'audition du joueur.

La CNE a conclu à une falsification de signature après avoir mené une enquête auprès des personnes concernées dans ce dossier. Et la commission d'ordonner la réintégration du joueur au sein de son club d'origine. La CNE a aussi infligé aux dirigeants de Steal, une sanction de trois ans d'interdiction de toutes activités footballistiques. Elle a aussi infligé trois ans d'interdiction au club Stael Nouvel.

Interrogés par la brigade judiciaire de Mutsamudu, deux dirigeants de Steal Nouvel dont le président Mouandhum Nidhoim ont été placés en garde à vue à la gendarmerie. « Cette demande de mutation a été obtenue avec l'aval de ma mère », selon toujours Madi Andhum. Après avoir entendu toutes les parties prenantes dans cette affaire, la CNE a conclu à une fraude de falsification de signature

de la part du club Steal Nouvel. « Considérant qu'il ressort de l'enquête qu'il s'agit d'une falsification de signature en vue de pouvoir fabriquer une demande de mutation à l'insu du bénéficiaire », peut-on lire dans les notes de la CNE. Et en vertu des dispositions réglementaires et statutaires la CNE « déclare les dirigeants de Steal Nouvel coupables de faux et usage de faux, falsification de signature ; et inflige une suspension de trois années de toutes activités footballistiques le club et les dirigeants du club ».

Surpris par la lourdeur des sanctions, les dirigeants de Steal Nouvel contre-attaquent en exhibant des preuves qui montrent que le joueur concerné aurait signé en son âme et conscience en faveur de leur club car cela a toujours été sa volonté. « La volonté de Monsieur Andhum Madi était de jouer pour Stael Nouvel cette saison 2023-2024. La mutation signée par mes soins a été remise par sa mère à l'administration de Steal Nouvel », nous fait dire une attestation de témoin signée par



Maitre Kamaldine Ahmed huissier de justice résident à Ouani (Anjouan) dont La Gazette des Comores a pu avoir copie. Toujours allant dans ce sens, le joueur a déclaré « Je confirme par cette présente et j'insiste que j'ai bien posé ma signature par mes soins bien avant que l'équipe de MRANGO par ses dirigeants m'encastre », dans une déclaration d'aveux datant du 10 septembre dernier.

En vertu de l'article 30 du code d'éthique, les dirigeants de Steal

Nouvel peuvent interjeter une demande de révision. « La Commission d'Éthique peut rouvrir une procédure close par une décision ayant force exécutoire lorsqu'une partie présente des nouveaux faits ou preuves pertinents 3de la procédure avant une éventuelle saisine de la Commission Nationale de Recours (CNR) qui doit statuer en dernière recours ».

Imtiyaz



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)



Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

Avis de recrutement d'un technicien spécialiste en finance numérique.

Date de l'avis : 13 septembre 2023

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : **d'un technicien spécialiste en finance numérique.**

2. Mission :

Sous la supervision de la Coordinatrice de Projet, le (la) Technicien(ne) spécialisé(e) en finance numérique et systèmes de paiements a pour mission de mettre en œuvre les activités de la composante 1 du Projet relative à Développement de l'infrastructure du système de paiement et inclusion financière pour accroître l'utilisation des comptes de transaction conformément aux dispositions de l'Accord de crédit et des documents qui en découlent.

Le (la) Technicien(ne) spécialisé(e) en finance numérique et systèmes de paiements travaillera de façon étroite avec d'autres entités et assurera le rôle d'interface entre l'Unité de Gestion du Projet et ces dernières.

3. Profil du candidat.

Le Consultant devra disposer des qualifications ci-après :

- Diplôme de Maîtrise (Bac + 4) en économie, finances, gestion ou équivalent ;
- Expérience professionnelle d'au moins sept ans dans un poste similaire ;
- Maîtrise des techniques de la finance numérique ;
- Une très bonne connaissance du secteur financier comorien (environnement institutionnel, cadre opérationnel, cadre réglementaire) ;
- Une expérience dans des projets de développement, particulièrement ceux financés par la Banque Mondiale, ou de mise en place de système informatique, serait un atout ;
- Une aisance relationnelle de travail avec les partenaires du Projet œuvrant dans le domaine concerné, et les responsables chargés de l'exécution du Projet ;
- Excellente capacité d'analyse et de synthèse, ainsi que de rédaction et présentation de rapport ;
- Maîtrise des outils informatiques nécessaires à sa fonction ;
- Maîtrise du Français et du shikomor. La connaissance de l'Anglais sera un atout.

4. L'Unité de Gestion du Projet invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt pour les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir leur dossier de candidature composé d'une lettre de motivation signé, un CV détaillé, copies des diplômes et/ou attestations, références des expériences,

5. Les termes de références sont disponibles et peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous, soit en version physique soit en version électronique.

6. Durée et lieu de la mission

7. La durée du mandat est prévue pour un (01) an renouvelable sur la base de performance positive du Consultant avec une période probatoire de trois (03) mois. Le siège du Projet est à Moroni dans les locaux de la Banque Centrale des Comores à la Place de France.

8. Le Consultant sera sélectionné en accord avec les Procédures définies dans le Règlement de « Passation des Marchés dans le Cadre du Financement de Projets D'investissements (FPI) Fournitures, Travaux, Services Autres que des Services de Consultants et Services de Consultants »

Juillet 2016, révisé en 2017, 2018, 2019 et 2020.

9. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations à l'adresse mentionnée ci-dessous, du lundi au vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi à de 8h30 à 14h 30 ; et le vendredi, de 8h 30 à 11h00.

10. Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard **le mardi 03 octobre 2023 à 10 h 30 minutes, heure locale de Moroni**, en Union des Comores, avec la mention recrutement **d'un technicien spécialiste en finance numérique**. Tout dossier incomplet ne sera pas considéré.

11. L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est(sont) :
Banque Centrale des Comores
Madame la Coordinatrice Nationale
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier
Banque Centrale des Comores-
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : (00 269) 773 10 02 poste 173 –
Email : Housna.UGP@banque-comores.km
SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km



Union des Comores
Programme BUNDO LA MALEZI
SERVICES DE CONSULTANT
Avis à Manifestations d'Intérêt



Le Ministère de l'Education Nationale, (MEN) a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (l'AFD), pour financer le coût du Projet d'appui à la Performance et Gouvernance de l'Education aux Comores (PGEC 2020 - 2026). Dans le cadre du Plan de Développement France-Comores (PDFC), le MEN a obtenu, par ailleurs, un financement pour mettre en œuvre le Projet d'Amélioration de l'Environnement Scolaire (PAES 2022 – 2026) et le projet de Promotion de l'Education Physique et Sportive (PEPS 2022-2025). Ces trois projets composent le Programme Bundo la Malezi.

Le MEN a l'intention d'utiliser une partie du montant de ces fonds pour effectuer les paiements au titre du recrutement d'une Agence de communication pour appuyer la mise en œuvre de la stratégie de communication et de visibilité du programme Bundo la Malezi.

Le présent Avis à Manifestations d'Intérêt s'adresse aux Agences de communication.

La mission s'étalera sur une période de 32 mois avec des déplacements potentiels sur les 3 îles.

Le contenu du dossier de manifestation d'intérêt à fournir ainsi que les critères de sélection des candidatures sont disponibles

sur demande aux adresses indiquées ci-dessous.

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>.

Le MEN dressera une liste restreinte de six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services requis.

Les Manifestations d'Intérêt doivent être envoyées par courrier électronique aux adresses ci-dessous, **pour le 5 octobre 2023 à 16h00 (heure de Moroni – Comores)**

Courriel : blm.coordonourdinebourhani@gmail.com
blm.rpm.yasminaabdoulmadjid@gmail.com
blm.apm.enzouddineabdoulwahid@gmail.com



UNION DES COMORES

.....
Unité-Solidarité-Développement



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)

Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070



SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

Solicitation de manifestations d'intérêt pour le recrutement d'un conseiller Stratégique International pour aider et soutenir la direction générale pour la modernisation des processus, du service aux assurés, et de la plateforme TIC

Date de l'avis : 14 septembre 2023

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : **le recrutement d'un conseiller Stratégique International pour aider et soutenir la directrice générale à élaborer un plan de modernisation de la plateforme TIC.**

2. Objectif :

La Caisse de Retraite des Comores (CRC) cherche à recruter un Conseiller Stratégique International, sous la forme d'un Cabinet offrant toutes les expertises requises, pour aider et soutenir la Direction Générale et son équipe de gestion à élaborer et à mettre en œuvre un plan de modernisation des processus, du service aux assurés, et de la plateforme TIC.

La mission requiert que les équipes du Conseiller Stratégique International passent beaucoup de temps sur place à Moroni, avec

notamment l'intégration dans son équipe d'un Expert national qui servira en même temps comme point focal au sein de la CRC et qui soutiendra cette dernière tout au long du projet et des fréquentes interventions sur place d'Experts internationaux en fonction des besoins.

Un des éléments clés d'appréciation de la proposition tiendra à cette présence sur place, pour travailler en étroite collaboration avec les équipes de la CRC et pour maintenir l'élan à travers les flux d'activité.

3. Profil du cabinet.

Le Conseiller international doit mobiliser une équipe d'Experts internationaux couvrant tous les besoins techniques, incluant notamment les profils détaillés ci-après.

Le Conseiller doit avoir une expérience avérée d'au moins dix ans dans le domaine de la gestion, de l'audit et de la réforme des régimes de protection sociale en Afrique.

Plus spécifiquement, le Conseiller doit pouvoir justifier d'une expérience avérée dans les deux domaines singuliers suivants : (i) la stratégie en matière des opérations

d'une agence, comme la Caisse, qui livre des programmes de protection sociale et (ii) l'informatique de la protection sociale, y compris l'élaboration d'un pilote en e-cotisations, l'expérience dans les pays africains serait un atout.

4. Le PADS invite les cabinets intéressés à manifester leur intérêt pour les services décrits ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, CV détaillés des intervenants, références concernant l'exécution de missions similaires, expérience dans des conditions semblables, etc.).

5. Les termes de références sont disponibles et peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous.

6. Durée et lieu de la mission

La durée globale de la mission est de douze mois (12 mois).

7. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations à l'adresse mentionnée ci-dessous, du lundi au vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi à de 8h30 à 14h 30 ; et le vendredi, de 8h 30 à

11h00 minutes.

8. Les dossiers de manifestations d'intérêt doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard **le mardi 03 octobre 2023 à 10 h 30 minutes, heure locale de Moroni**, en Union des Comores, avec la mention : **le recrutement d'un conseiller Stratégique International pour aider et soutenir la direction générale pour la modernisation des processus, du service aux assurés, et de la plateforme TIC.**

9. L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est(sont) : Banque Centrale des Comores
 Mme la Coordinatrice Nationale
 Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier

Banque Centrale des Comores-
 Place de France, BP 405 Moroni -
 Tel : (00 269) 773 10 02 poste 173 –
**Email : Housna.UGP@banque-comores.km
SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km**